Länder : trois élections et leurs conséquences

28.09.2026

Saxe-Anhalt, Mecklembourg-Poméranie occidentale, Berlin : les trois scrutins de septembre dans l'est de l'Allemagne se sont traduits par l'affaiblissement du centre et des succès pour l'AfD et Die Linke. Quelles conséquences ?

Quinze jours la victoire de l'extrême droite en Saxe-Anhalt, les 3,8 millions d'électeurs de Mecklembourg-Poméranie occidentale (nord-est de l'Allemagne) et de la ville-État de Berlin ont confirmé la tendance : le centre s'est affaibli, les partis situés aux marges de l'échiquier politique se sont renforcés.
Dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, le parti d'extrême droite AfD a enregistré une troisième victoire électorale après celles de Thuringe (2024) et de Saxe-Anhalt (2026). Il l'a emporté d'une courte tête (38,2 %) après une remontée fulgurante du Parti social-démocrate (SPD) (35,5 %) dans les intentions de vote.
À Berlin, le parti Die Linke s'est offert une nette victoire (25,7 %), devant le Parti chrétien-démocrate (CDU) (18,8 %) sortant. L'AfD (16,3 %) a également progressé dans la capitale.

Des coalitions difficiles à former

Cette nouvelle donne politique dans le paysage politique est-allemand est perçue par d'aucuns comme un tremblement de terre en Allemagne. Pour l'heure, cependant, elle a surtout pour conséquence de rendre plus difficile la formation de coalitions de gouvernement dans les länder.
En Saxe-Anhalt, l'AfD ne dispose ni d'une majorité absolue, ni de partenaires de gouvernement. Les pourparlers qu'elle mène avec le parti social-conservateur BSW portent sur la tolérance d'un gouvernement minoritaire.
Dans le Mecklembourg-Poméranie, l'AfD devrait rejoindre l'opposition. L'actuelle ministre-présidente Manuela Schwesig, tête de liste du SPD, devrait rester en fonction en élargissant sa coalition.
À Berlin, en revanche, une alternance est probable. L'avocate de 45 ans Elif Eralp, tête de liste de Die Linke, espère devenir la première femme issue de l'immigration à s'installer dans le fauteuil de maire de Berlin, à la tête d'une coalition avec le SPD et les Verts. Die Linke a déjà gouverné la Thuringe (2014- 2024) et été l'allié du SPD au gouvernement de Berlin (2016-2023). Il dirigerait la capitale pour la première fois.
Rien n'est fait, cependant. Elif Eralp voit les obstacles s'amonceler. Ses alliés potentiels, le SPD et les Verts, demandent à Die Linke, face aux accusations d'antisémitisme qui visent ses représentants berlinois, que soient clarifiées ses positions sur le conflit israélo-palestinien. Son projet d'exproprier les grands groupes immobiliers contre indemnisation pour améliorer la situation du logement fait aussi débat. En cas d'échec, une coalition associant la CDU, les Verts et le SPD est une autre option possible.

La CDU et le SPD sous le choc

Les résultats de ces scrutins ont, par ailleurs, provoqué une onde de choc au sein de la CDU et le SPD.

Au soir de l'élection, Friedrich Merz, prenant la parole en tant que président de la CDU, a reconnu que son parti avait subi un « désastre » dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale. Principale victime du succès de l'AfD, la CDU a engrangé le pire score de son histoire. Elle n'a plus de députés à l'assemblée régionale.
Face à ce constat, Friedrich Merz croit plus que jamais à la nécessité de mener à bien ses réformes pour redresser le pays. Il y voit même le « remède contre le poison autoritaire », a-t-il expliqué. « Je saurai m'armer » du « courage, de la détermination et de la patience » nécessaires pour les mener à bien, « en tant que président de la CDU et en tant que chancelier », a-t-il promis.
Le SPD n'est pas épargné. Le scrutin régional en Mecklembourg-Poméranie occidentale a certes été un relatif succès. Mais, selon les analyses des instituts de sondage c'est aussi un succès personnel de la combative ministre-présidente Manuela Schwesig et de sa campagne frontale contre l'AfD (au slogan choc « Frau gegen blau »). La dirigeante, qui affirme une position plutôt critique vis-à-vis de la réforme des retraites menée à Berlin, devrait voir sa position nettement renforcée au sein du SPD, s'accordent les observateurs.

Comment mieux répondre aux inquiétudes qui s'expriment ?

Les trois scrutins régionaux du mois de septembre ne devraient donc pas bouleverser à court terme le paysage politique allemand. La composition du Bundesrat, la chambre des länder , devrait également peu évoluer.
Les observateurs s'attendent néanmoins à de nouvelles dynamiques : Les grands partis de gouvernement – la CDU et le SPD – seront confrontés à une tâche de plus en plus impérieuse : comment répondre aux inquiétudes des citoyens, à leurs difficultés sociales et de logement, au sentiment que les injustices progressent ? Les réformes, leur contenu et leurs résultats concrets seront plus que jamais au centre de l'attention.

Le prochain test électoral est prévu dans des länder de l'ouest (Schleswig-Holstein, Rhénanie du Nord-Westphalie, Sarre, Brême) en avril-mai 2027.